

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE du 18 février 2025

La réunion s'est tenue dans les locaux de la CGT, de 14 h à 16 h 30. Huit organisations étaient présentes (CGT, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires). FO, opposée à la date du 20 mars, n'avait pas prévenu de son absence. L'UNIRS Solidaires était représentée par Gérard Gourguechon et Patrice Perret.

Contexte et action du 20 mars

La CGT, organisation invitante, intervient sur l'actualité et développe principalement sur l'action du 20 mars. Le vote du budget de la Sécu a eu lieu hier, la Cour des comptes fera part de son expertise demain 19 février, le gouvernement a toujours le même mépris à l'égard des classes populaires. L'examen du PLFSS, après des mois chaotiques, se termine par les mêmes mesures que celles de Barnier, la même logique générale d'austérité avec 5 milliards d'économies. Le 49.3 a fait passer le PLFSS, après l'échec de la motion de censure. Des mesures d'austérité ont disparu, mais un « rattrapage » est possible avec une ou deux lois rectificatives qui peuvent reprendre les quelques éléments qui ont dû être cédés. Les retraités restent la cible de ce gouvernement, Les journaux Le Monde et La Tribune ont publié chacun un article qui veut démontrer que le déficit, c'est à cause des retraité·es, qui reçoivent plus que ce qu'ils et elles ont cotisé du fait de l'allongement de la durée moyenne de vie.

L'action du 20 mars arrive très bien dans ce contexte. La CGT a diffusé un premier tract et un deuxième arrive la semaine prochaine sur les petites retraites, un tract CGT concerne le 8 mars.

Pour le 8 mars, la CGT a regardé la proposition de la FSU qui ne pose pas de problème.

Nous devons finaliser la journée du 20 mars : une conférence de presse générale pourrait se tenir dans la semaine du 10 au 15 mars, puis une deuxième sur le lieu du départ de la manifestation.

Nous devons demander des audiences au ministère de la Santé, nous serons probablement reçus par Yannick Neuder, le ministre en charge de la Santé et de l'Accès aux soins, qui semble sensible aux problèmes des retraité·es), et au Premier ministre.

Pour Paris, la CGT a pensé à un parcours, pour tenir compte des demandes de Solidaires de ne pas rester sur place dans un simple rassemblement.

Un tract unitaire est nécessaire.

Nous avons déjà reçu des retours des Régions.

La CGC rappelle que lors de la grande conférence avec les OS en 2022, Catherine Vautrin était opposée à l'écoute des OS. Lors de la dernière réunion avec les OS, elle a changé de position, elle se dit maintenant réceptive pour recevoir les OS. Dans son ministère, Yannick Neuder est d'accord pour nous rencontrer. La CGC rappelle aussi que les confédérations sont en pleine rencontre avec le gouvernement, elle ne se voit pas interférer avec les confédérations en rencontrant le Premier ministre, sachant que Catherine Vautrin peut faire passer nos messages.

Solidaires insiste sur la situation internationale en estimant qu'on commence à comprendre ce que signifie l'arrivée de Trump et de Musk à la tête du pays le plus riche et le plus armé de la planète. Tous deux prônent à outrance des économies. Il semble que l'arrivée de l'IA ouvre une nouvelle phase du capitalisme avec des demandes fortes dans certains domaines, car pour faire vivre l'IA, il faut aussi des matières premières et de l'énergie. C'est ce qui explique la volonté de s'accaparer les métaux rares, l'eau et électricité, de développer le nucléaire... Ces secteurs industriels, économiques et financiers explosent, leurs actionnaires sont aux anges. Trump et Musk signifient ça, l'État au service des actionnaires, le gaspillage, quasiment rien pour préserver l'environnement, le recul des droits sociaux. Malheureusement, il n'apparaît pas aujourd'hui d'alternative politique et sociale crédible. Nous allons assister à des bouleversements dans les « équilibres » du monde dans de nombreux domaines, avec un partage de la planète entre les empires les plus puissants et la négation du « droit international », des droits humains, sociaux, environnementaux. En France et en Europe, nous allons devoir nous interroger sur notre avenir commun et sur les moyens de défendre les pluralités démocratiques. Pour le 20 mars, nous avons reçu quelques remontées, comme les Bouches-du-Rhône qui ont demandé une audience à la préfecture le 19 mars à 15 h dont ils rendront compte le lendemain au départ de la manifestation à la gare Saint Charles à 10 h 30. À Paris, les camarades qui n'ont comme seul droit que l'AME s'exprimeront sur leur situation et la remise en cause de l'AME.

La CGT constate un accord pour le 20. Paris vit actuellement une grosse bataille sur les centres de santé, avec un écho très intéressant. Le maire du 19^e a rencontré Yannick Neuver, qui s'est engagé pour pas fermer un centre de santé pour raison financière (qui est l'argument toujours avancé) et pour recevoir les personnes concernées rapidement. À la mairie de Paris, la maire adjointe à la santé est d'accord avec ce que l'on fait, elle a envoyé un courrier virulent à la Cramif qui ferme des centres de santé. Nous pouvons aller en audience à la mairie pour en parler. La CGT répond à Solidaires que le lendemain, le 21 mars, une manifestation contre le racisme laissera une place aux revendications sur l'AME. Lorsque l'on parle de la santé, on parle aussi inévitablement des restrictions budgétaires qui concernent le Premier ministre à qui nous devons demander une rencontre. Bien sûr, nous serons reçus par un sous-fifre, mais il prendra nos doléances et les transmettra. Les attaques contre les retraités sont indécentes et scandaleuses à longueur d'antenne, elles affirment que tout le monde paie pour nous,

À Paris, la CGT propose un parcours de 1,5 km pour se faire voir et bouger pendant que seront reçues les délégations. La délégation chez Catherine Vautrin sera nationale et portera tout ce qui sera dit dans les régions.

La FSU est d'accord avec les propos sur le contexte, la situation internationale est angoissante. Seul le syndicalisme porte l'espoir de victoires. Nous voulons reconquérir la santé et la Sécu, nous portons deux dossiers : l'assurance maladie et la retraite (nous attendons le verdict de la Cour des comptes). La FSU est évincée du conclave sous prétexte que la fonction publique n'est pas concernée. Le gouvernement cause de la retraite sans la fonction publique, malgré les liens entre privé et fonction publique. Le gouvernement parle de camouflage de 44 milliards de déficit caché de la fonction publique, mais ses arguments ont été démontés, notamment par les économistes atterrés. L'austérité et le chômage s'aggravent, l'industrie perd de la vitesse, ce qui fait moins de richesses produites et moins de recettes de cotisations pour la Sécu et la retraite. La FSU a entendu ce matin que le gouvernement pourrait ajuster les pensions selon l'évolution des revenus et l'espérance de vie. Les 10 % et d'autres mesures sont toujours à l'ordre du jour pour un gouvernement qui va toujours vers plus d'austérité, et plus que le gouvernement précédent. Voir le Premier ministre est important, car il est le responsable de l'austérité. Cela n'interférera pas avec les confédérations car le conclave est à part, et le premier ministre n'est pas dans toutes les réunions. Si la CGC ne veut pas participer, nous en prendrons acte.

Le 20 mars se met en place dans le Nord et le Pas-de-Calais, à Nîmes, à Lyon (où la CGT réticente à y venir de toute la Région), à Roanne et St Étienne qui ne s'entendent pas sur un seul lieu, en Normandie, à Paris. La FSU est d'accord pour un parcours, les copains seront contents. Il faut avoir un appel unitaire commun pour le 20 mars.

La Sécu s'inscrit dans la reconquête, on espère entraîner les actifs qui ne sont pas très présents. La situation est dramatique avec la non-augmentation des fonctionnaires.

La FGR-FP est consciente de la gravité de la situation avec le prochain rapport de la Cour des comptes sur la retraite, la dette qui atteindra un maximum en 2030, qui va peser longtemps, c'est ce qui se joue aujourd'hui. Barnier a chuté avec une motion de censure à cause de son refus de revaloriser les retraites en fonction de l'inflation. Le gouvernement cherche un outil pour attaquer les retraités et les pensions, il veut faire surgir dans la population la nécessité de faire quelque chose contre les retraites. Au sujet de l'enjeu spécifique de la défense des pensions, il n'est pas question d'y toucher.

Protection sociale : le 6 décembre, une délégation CGT, FSU et FGR-FP a rencontré le cabinet de Vautrin. Nous avons certes été bien écoutés mais on nous a dit qu'on ne peut pas échapper à la question de la dette et que le PLFSS doit forcément en tenir compte. Il nous a été aussi dit que ce PLFSS devrait répondre en partie à la question des déserts médicaux et venir en soutien aux structures de l'aide à domicile, souvent en redressement judiciaire.

La FGR-FP ajoute qu'elle ne nie pas les différences entre nos organisations, mais constate un accord sur l'essentiel, accord imposé par le contexte. Nous avons une grosse responsabilité pour renforcer l'unité, le front intersyndical. Le 20 mars est entré dans le paysage à cause de la politique du gouvernement sur la santé, aux côtés des rassemblements pour les hôpitaux, les pétitions. Le G9 doit prendre ses responsabilités et s'adresser au ministère. Au milieu des nombreuses actions parisiennes, y compris le 20 mars, nous devons faire des efforts de communication sur notre initiative. Le Premier ministre est très engagé dans l'austérité imposée aux ministères.

La LSR insiste sur la situation internationale qui donne des ailes aux néo-libéraux contre la santé, la retraite, ... pour consacrer 5 % du PIB à la défense, en prenant l'argent ailleurs. La LSR a tenu son AG dans le Var, elle a apprécié le tract et le communiqué de presse sur le 10 %.

La CFTC dénonce les grands journaux qui nous tapent dessus, nous devons leur demander un droit de réponse. Elle cite l'exemple des retraités qui provoqueraient de nombreux accidents et à qui il faudrait imposer de repasser le permis de conduire. Le 20 mars est une action sur la Santé, nous ne devons aller voir que le ministre de la Santé et pas une autre personne. À Dijon, il y aura une manifestation régionale devant l'ARS.

La CGT informe que, dans des départements, les UD avec les retraités ont interpellé les syndicats pour qu'ils participent au 20 mars, car la Santé concerne tout le monde. Des UD ont diffusé un tract, ont mis à disposition des chers bus, ont mis en place un système de financement. Des UD se mobilisent et appellent à participer. Le 20 n'est pas encore une journée confédérale, mais des fédérations entrent dans le débat pour confédéraliser le 20. D'autres s'y opposent pour respecter la journée des retraités. Nous avons de nombreux retours de mises en place de bus pour une manifestation régionale, tandis que d'autres départements restent sur place.

Sur la dette, nous avons besoin d'une expression spécifique car elle pèse sur les finances. Nous devons y réfléchir.

Le Premier ministre est concerné : il ne faut pas oublier les retraités qui renoncent aux soins pour raisons financières. Nous devons lui porter nos difficultés financières. La revalorisation de 2,2 % a fait subir à des retraités un changement de seuil et y ont perdu.

La CGT note l'accord pour le 20. On ne va pas convaincre le ministre qu'il se trompe. De nombreux vœux sont déposés sur les problèmes de Santé, y compris par la droite, nous devons organiser des rassemblements qui permettent de gagner. La mobilisation à Paris sur les centres de santé en difficulté a permis d'obtenir 500 000 € pour leur redressement. Sur les marchés, le tract santé est plus discuté que le tract pouvoir d'achat. Les deux audiences sont cohérentes. À Paris, la CGT organise une journée d'action sur la Sécu, puis proposera une action unitaire quand ce sera mûr. Les fachos se montrent tous les jours et tabassent. Le 8 mars : une bataille avec une vraie manifestation ?

L'UNRPA Ensemble & Solidaires est d'accord avec les expressions pour l'unité syndicale contre la situation dramatique. Pour les 80 ans de la Sécu, nous vous inviterons au départ du tour de France qu'organise Ensemble & Solidaires, qui comportera une séance de théâtre début avril. Le financement de la Sécu doit être revu. Convergences va organiser en juin des tables rondes autour de la Sécu avec des politiques, des historiens, des économistes, ...

La FSU est d'accord avec le lien entre santé et revenus et voit une cohérence de demander deux audiences.

La CFTC cite les réflexions d'économistes : l'austérité est mauvaise car elle engendre une baisse d'activités, à l'inverse, il faut donner de l'argent pour relancer l'économie.

• Décisions pour le 20 mars :

- Pour Paris : déclaration par la CGT du rassemblement devant la station de métro École Militaire pour aller en cortège devant le ministère de la Santé puis en manifestation jusqu'à Varenne.
- Conférence de presse le mercredi 12 mars à 11 h dans les locaux de la FSU à Bagnolet. La FSU (Marylène) envoie les invitations à la presse en utilisant la liste presse de la CGT.
- Invitation, par ailleurs, de la presse (envoi FSU Marylène) sur le lieu de rassemblement à 14 h à l'école militaire, avant le départ du cortège pour le ministère de la Santé puis à proximité de Matignon.
- Demande d'audience par les 8 organisations (envoi FSU Marylène) au ministère de la Santé à 14 h 30 pour une durée d'une heure.
- Demande d'audience (envoi FSU Marylène) au Premier ministre pour 14 h 30 avec l'accord de 7 organisations (en attente de la réponse des retraités de la CFE-CGC). La délégation qui aura été reçue au ministère de la Santé viendra rendre compte aux manifestantes et manifestants au lieu d'arrivée de la manifestation à Varennes.
- Chaque organisation prévoit deux personnes (puisque'il y aura deux délégations) et envoie à la FSU leurs coordonnées (date de naissance et lieu de naissance)
- Tract pour le 20 mars centré principalement sur la Santé et la reconquête de la Sécu : Solidaires (Patrice) envoie un projet.
- Tract sur la dette : Solidaires (Gérard) envoie un projet.

Le 8 mars

Le projet de tract de la FSU est amendé et adopté. Solidaires finalise la mise en page. La FSU vérifie auprès de FO (absente aujourd'hui) qu'elle est bien signataire.

Note argumentaire

Solidaires présente le projet de note argumentaire contre les prétendus « avantages et privilèges » des personnes retraitées et signale les récents ajouts, de Solidaires et de LSR.

La discussion met en évidence la surabondance de données chiffrées, ce qui complique la lecture. La note s'adresse aux militant·es, elle ne sera pas distribuée sur les marchés...

- **Décision** : le contenu est adopté, la présentation doit permettre une lecture facile qui incite à lire les tableaux à côté. Solidaires vérifie auprès de FO qu'elle se retrouve bien dans cet argumentaire.

Haut Conseil de l'âge HCA

Nous y avons appris que le gouvernement travaillerait sur la démographie (baisse des naissances, augmentation du nombre des personnes âgées) et Catherine Vautrin sur les enjeux du virage démographique. Le HCA continue de travailler sur l'engagement des seniors dans la vie publique (notamment dans les syndicats), ... dans l'objectif de lutter contre l'âgisme. L'engagement dans la vie sociale des personnes âgées repousse la perte d'autonomie. Le président du HCA va retoucher le rapport pour intégrer nos expressions.

La prochaine réunion tombe le 20 mars, nous avons demandé à être excusés pour cause de manifestation. La date n'a pas pu être changée.

Catherine Vautrin voudrait rencontrer tous les membres du HCA, elle va prévoir une date avec le président.

Nous avons eu toutes les infos sur le PLFSS qui va être soumis au vote, le déficit de 200 millions, l'augmentation du plafond des dépenses, la fusion des tarifs qui est déjà dans la loi et fait débiter l'expérience dans 20 départements le 1^{er} juillet 2025 jusqu'au 31 décembre 2026.

La réorganisation de l'autonomie dans des « services publics des départements » : le HCA a pris acte de nombreux avis défavorables après de nombreuses expressions critiques (voir la déclaration des 7). Un service public serait aberrant, car il ne change rien, le choix de l'établissement ne serait pas garanti à cause de l'absence d'établissements, du montant du reste à charge, de l'absence d'embauche de personnel qualifié. Des départements ne sont pas au courant de cette expérimentation.

Une conférence nationale de l'âge se met en place où les OS ne sont pas représentées. Des Conseils départementaux réfléchissent sur le financement et le logement inclusif.

En avril le HCA commencera un travail sur les Ehpad.

La Croix Rouge a passé une convention avec l'ARS des Bouches-du-Rhône pour être dans les hôpitaux et assurer le relai dans des bungalows qui accueillent les personnes venant aux urgences ! Les bénévoles trient les personnes qui arrivent, prennent les premières mesures, dirigent vers les services urgence si besoin. Est-ce une évolution nationale ? Ce rôle de la Croix Rouge est préoccupant.

Décisions diverses :

- **Suivi de deux textes en cours d'examen par les organisations du G9** : il est rappelé que nous devons échanger entre nous sur ce que nous entendons quand nous parlons de « 100% Sécu » et sur le texte proposé par la FGR-FP sur la situation des personnes retraitées en France.
- **Envoyer un droit de réponse aux journaux nationaux** critiquant les retraité·e·s ? L'idée sera discutée lors de la prochaine réunion.
- **Prochaine réunion** : mardi 8 avril 2025 à 14 h dans les locaux de la FGR-FP (20 rue Vignon – M^o Madeleine et Havre-Caumartin).